## Élections 2020 : le Burundi à la veille d'un changement ?

RFI, 20-05-2020 Ce mercredi 20 mai 2020, plus de cinq millions d'électeurs burundais sont appelés aux urnes pour premier tour d'une élection présidentielle sans Pierre Nkurunziza. Le chef de l'État burundais sortant, au pouvoir 2005, a choisi de ne pas se représenter. Sept candidats sont en lice pour le remplacer, dont deux poids lourdsÂ: Évariste Ndayishimiye, candidat du parti au pouvoir, le CNDD-FDD, et son principal rival, Agathon Rwasa, ancien chef de l'autre rébellion hutue. Ce scrutin sous haute tension se passe sans mission d'observation de la communauté internationale. «Â Les prochains jours risquent d'être difficiles Â», redoute un militant des droits de l'homme burundais à la veille présidentielle. Depuis cinq ans et la dernià re présidentielle, Félix, comme il souhaite Ãatre appelé pour des raisons de sécurité, vit à Bujumbura et continue de documenter clandestinement les exactions commises par le régime du présider sortant Pierre Nkurunziza. La plupart de ses collà "ques ont fui aprÃ"s sa réélection controversée en 2015. Le chef de l'État burundais ne se représente pas pour un quatrième mandat, mais il laisse un pays encore secoué par des viole Malgré l'annonce de ce renoncement, les cadavres de jeunes supposés proches de l'opposition ou de rébellions continuent, cinq ans aprÃ"s, d'être retrouvés presque toutes les semaines. La Ligue ITEKA (ndIrÂ: Dignité en kirundi, I langue parlée au Burundi), a recensé 2 245 victimes de la répression depuis le début de la crise de 2015, dont 764 moi et 555 portés disparus. Cette organisation dénonce «Â un changement de méthodologie et stratégie Â» depuis 2018. plus en plus de corps sont retrouvés dans des rivià res et forÃats, et enterrés par l'administration sans qu'une enqu été menée sur leur identité. Depuis octobre 2017, la Cour pénale internationale (CPI) a ouvert une enquête sur des crimes commis au Burundi ou par des ressortissants burundais à l'extérieur de leur pays entre le 26 avril 2015 et le 26 octobre 2017. Bujumbura s'est définitivement retiré de cette cour quelques jours après et n'a cessé de protester depu Félix a dû officiellement changer de métier pour éviter d'avoir à lui aussi prendre la route de l'exil, mais il dit nâ jamais cessé de recevoir des messages d'alerte sur des cas d'arrestations ou de disparition. Â «Â Je me suis habitu comme ça, mais des policiers viennent régulià rement fouiller chez nous, c'est hyper stressant Â», raconte encore ce militant. Tous n'ont pas eu cette chance. Certains ont été tués au plus fort de la crise entre 2015 et 2016 et d'autr emprisonnés pour avoir donné des informations sur les exactions à des ONG locales aujourd'hui en exil. C'est le c Germain Rukuki. Cet ancien comptable d'Acat-Burundi a été condamné à 32 ans de prison en avril 2018 à l'issu procÃ"s qualifié d'«Â inique Â» par les défenseurs des droits de l'homme. «Â Cela pourrait être un pas vers le voulu par les Burundais si le nouveau président parvient à arrêter les violences Â», explique-t-il. Il y croit un peu, car le parti au pouvoir, le CNDD-FDD, «Â n'a plus d'argent Â». La population burundaise, quant à elle, Â«Â en a marre économique qui touche jusqu'aux commerçants ambulants Â». Le candidat et secrétaire général du parti au pouv depuis quatre ans, Évariste Ndayishimiye, pourrait, selon lui, «Â relâcher un peu la pression Â» pour obtenir la reprise de l'assistance internationale et la levée des sanctions européennes contre des personnalités du régime. «Â Sinon, personnellement, je n'en attends pas grand-chose Â», commente encore ce militant. La lutte contre la pauvreté, «Â véritable enjeu des électionsÁ » L'avà nement de l'ancienne rébellion CNDD-FDD au pouvoir date de 200 taux de pauvreté est passé de 67% en 2006 à 74,4% en 2018, selon les dernià res estimations de la Banque mondiale, et ce, malgré un ralentissement significatif de la croissance démographique. L'espoir créé par la fin de douze anné d'une guerre civile sanglante et les premières élections démocratiques depuis l'assassinat du premier président. Melchior Ndadaye ne s'est pas traduit en une amélioration des conditions de vie des Burundais. AprÃ"s la crise politique de 2015, le Burundi a même connu deux années de récession, en 2016 et 2017 (-0,2%), et commençait à peine Ã renouer avec la croissance. Mais la pandémie de Covid-19 qui l'a obligé à fermer ses frontià res risque de mettre en danger cette fragile reprise, avec une prévision de 2 à 3% de croissance cette année, loin derrià re les autres États membres de l'EAC qui sont entre 5 et 9%. Le pays de Pierre Nkurunziza doit réguliÃ"rement faire face à des pénuries of devises, carburant, médicaments ou autres produits de premià re nécessité. Le général Ndayishimiye est présenté ses affiches de campagne comme «Â l'Héritier Â» de Pierre Nkurunziza. Tout au long de ses meetings, le candidat du CNDD-FDD a présenté son prédécesseur comme celui qui «Â a posé les fondations, la paix et la sécurité Â». L qu'il va «Â mettre le Burundi sur la voie du développement Â», allant jusqu'à promettre du travail à tous les chà meu «Â Votez pour moi, a-t-il appelé, et si vous ne trouvez pas du travail, que tous les chà meurs viennent alors chez moi à la maison, je leur trouverai du travail. Â» Au Burundi, 65% des jeunes sont au chà mage, selon la Banque mondiale. Au sein du parti au pouvoir, malgré des discours souvent triomphalistes, un officiel reconnaît que «Â le véritable enjeu de ces élections est la lutte contre la pauvreté Â» plus encore que «Â le raffermissement de la paix Â» ou «Â la réconci nationale Â». Cet officiel rend hommage à «Â l'homme de parole Â» Pierre Nkurunziza qui a tenu sa promesse de ne se présenter à ces élections et vante les mérites du candidat du régime. Pour lui, Évariste Ndayishimiye a tous les ato pour relever ces d©fis. «Â II a une exp©rience pratiquement dans tous les domaines : politique, militaire et administratif Â explique ce haut responsable burundais. «Â II est intĂ gre. Aucune accusation de crime à © conomique ou de sang ne pà se contre lui. Â» Le général Ndayishimiye n'en demeure pas moins un homme du sérail, ancien ministre de l'inté sécurité publique en 2007 et aujourd'hui secrétaire général du CNDD-FDD. La ligue des jeunes du parti, les Imbonerakure, est réguliÃ"rement accusée d'Ãatre une milice et de commettre de graves violations des droits de l'he Comme beaucoup de Burundais, l'officiel sous couvert d'anonymat dit aujourd'hui souhaiter «Â une normalisation relations entre le Burundi et l'Union européenne Â», mais qualifie de «Â fausse perception Â» l'idée que son pa de la suspension de la coopération avec ses principaux bailleurs traditionnels et souffre aujourd'hui cruellement du manque d'investissements étrangers et de devises. «Â Le Burundi est resté ouvert à tous les autres pays Â», assur «Â Les Chinois et autres Asiatiques, les Turcs, les Russes et même certains Européens ont investi au Burundi. Nos fonctionnaires sont payés chaque 25 du mois. Â» Une ouverture du pays envisageable «Â à moyen terme Â»Â? Un intellectuel du parti au pouvoir dresse un tableau plus pessimiste : «Â On ne peut pas le cacher, il n'y a plus eu d'investissements étrangers depuis cinq ans et le pays dépendait majoritairement de l'aide extérieure. Le chÃ′ma explosé. Â» Ce cadre cite comme exemple les hà tels et restaurants de Bujumbura «Â presque désertés Â», la ferme des ONG pourvoyeuses d'emplois et la production de café «Â à l'arrêt et trÃ"s mal gérée depuis la libéralisa secteur Â». Même les opérations de maintien de la paix où le Burundi avait encore des militaires déployés sont en trair de réduire leurs effectifs. Les principales sources en devises du Burundi se sont presque entià rement taries. Cette situation a eu des conséquences dramatiques pour un pays essentiellement tourné vers l'agriculture vivrià re, mais qui dépend des importations pour tout le reste. «Â Les ressources qui restent font l'objet d'une véritable ruée. Mên ne pourra pas engager ceux qui viennent à lui Â», déplore ce cadre du CNDD-FDD. «Â II n'y aura pas de changemen le court terme, Pierre Nkurunziza est encore A la tAate du pays. Certaines initiatives pourraient Aatre intimidA©es par sa présence Â», explique ce cadre. «Â II est populaire, il reste le guide du patriotisme, un titre qui lui est garanti par la loi, ce n'est pas possible de prendre des décisions à 180°. Â»Â Selon lui, la décision de fermeture du pays «Â n'ét président, mais d'un systà me Â». Quand son collà gue en fonction exige une reprise de la coopération «Â dans le r mutuel Â» et sous forme de «Â partenariats gagnant-gagnant Â» et «Â investissements directs Â», cet intellectuel dit ê conscient que des «Â efforts Â» seront exigés par la communauté internationale. «Â Avec le Covid-19, mÃame l'Ara saoudite et la Chine qui nous soutenaient ont des ennuis financiers Â», explique-t-il encore. Le CNDD-FDD n'aurait «Â Ã moyen terme Â» d'autre choix que d'ouvrir le pays quand il a multiplié ces dernià res années les discours hostile la communauté internationale. «Â Jusqu'à aujourd'hui, le pouvoir a agi comme une entité unique. Mais celui qui s doit se dégager d'une partie de l'équipe qui jusqu'ici dirigeait le pays. Â»Â L'Initiative pour les droits de lâ une ONG de droit britannique, estime que s'il est élu, le général Evariste Ndayishimiye devra «Â marcher sur une co raide Â» entre Pierre Nkururunziza et le groupe de généraux issus de l'ancien principal mouvement rebelle hutu du CN FDD dont il fait lui-mÃame partie L'officiel burundais que nous avons pu interroger, lui, se refuse à reconnaître l'exis de «Â différents courants Â» au sein du parti ou moins encore d'une lutte interne à venir entre radicaux et modéré «Â Depuis que Évariste Ndayishimiye est devenu secrétaire général du parti en 2015, le CNDD-FDD n'a connu au friction de nature à le faire éclater en ailes. Tout ça grâce à son caractÃ"re rassembleur Â», assure ce haut responsable burundais. «Â Avant lui, le parti a connu plusieurs turbulences, pratiquement chaque deux ou trois ans. Â »Â M. Ndayishimiye serait «Â le plus petit dénominateur commun Â», explique pour sa part un activiste en exil. «Â C'est co ça que Nkurunziza a été choisi. Il n'avait pas de grade important, il avait fait des études de sport et parlait avec tout l monde. Â»Â Mais les principaux généraux du CNDD-FDD – dont Évariste Ndayishimiye – s'étaient partagÃ du pouvoir. C'est pourquoi, selon cet activiste, il faut observer les éventuelles nominations qui pourraient s'opérer a des forces de sécurité. «Â Dà s que Évariste Ndayishimiye aura le pouvoir, il pourra imposer certaines choses, mais la mentalité du parti va être difficile à changer Â», estime encore cette source. «Â Le CNDD a un problà me de compéten ils ont chassé leurs intellectuels en 2015. Il y a aussi beaucoup de gens dans le parti qui attendent d'avoir une place et croient que c'est leur tour. Â»Â Mais il croit que «Â les généraux sont conscients que la situation n'est pas tenab certains discutent déjà avec des diplomates Â». Sous pression de l'opposant Agathon Rwasa La victoire du candidat d parti au pouvoir ne sera peut-Ãatre pas aussi facile à imposer que prévu. Depuis le début de la campagne électorale, le 27 avril 2020, son principal challenger, Agathon Rwasa, déplace les foules. Â≪ Le CNDD-FDD ne l'a pas vu venir. Quand ils ont ramené Rwasa au gouvernement, qu'ils lui ont pris son parti, ils ont pensé entamer sa popularité Â», commente encore l'activiste en exil. L'ancien chef de la rébellion FNL, longtemps considéré comme un extrémiste hutu, av 2015 une alliance avec l'Uprona de Charles Nditije, un parti historiquement tutsi. Malgré son appel au boycott initial, il s'était vu attribuer la deuxià me place à la présidentielle avec 18,99% des voix. M. Rwasa avait dénoncé des rési «Â fantaisistes Â» et néanmoins siégé à l'Assemblée dont il a pris la vice-présidence. Privé de la dénomin et ancienne rébellion, il avait été contraint l'an dernier de créer une nouvelle structure, le Conseil national pour la libe (CNL). Depuis 2010 et son retour au pays, ses partisans sont parmi les principales victimes de la répression politique. Les deux principaux mouvements rebelles hutus, le CNDD-FDD, et le Palipehutu-FN, le groupe dont Agathon Rwasa va prendre la tête, sont rivaux depuis leur création dans les années 80 les camps de réfugiés en Tanzanie. Ils s'affron d©jà en 1996, durant la guerre civile qui les opposait à l'armée, alors dominée par la minorité tutsi. Cette compét poursuit aujourd'hui encore sur le terrain politique. La communauté hutu représente toujours aujourd'hui 85Â % de l population et l'essentiel de l'électorat. «Â Les cadres de Rwasa ont travaillé dans les églises adventistes de car faisaient passer des messages clandestinement Â», explique encore l'activiste en exil. «Â Les FNL, ce sont presque une secte dans leur maniÃ"re de fonctionner. Les partisans sont trÃ"s disciplinés. Â» Pour lui, M. Rwasa a réussi à se présenter comme une alternative au CNDD-FDD et à conquérir un nouvel électoral. «Â C'est même devenu le part lequel les Tutsis vont voter, ce qui aurait été inimaginable à la fin de la guerre Â», estime-t-il. «Â II y a encore 400 000 réfugiés hors des frontià res du pays et leurs familles restées à l'intérieur sont anti-pouvoir. Pendant tro CNDD-FDD a aussi fait cotiser tout le monde pour les élections, ce qui a créé un ressenti supplémentaire. Â» Pour le h responsable burundais, l'électorat de M. Rwasa est au contraire «Â plus ou moins stable depuis 2010 ». «Â C'6 l'extrême droite hutue à laquelle on ajoute aujourd'hui la sympathie spontanée et circonstancielle d'une partie c l'opposition radicale tutsie hostile au CNDD-FDD », résume-t-il sans évoquer les causes de ce revirement historique. Depuis 2015 et les premià res manifestations contre le troisià me mandat de Pierre Nkurunziza, les partis politiques majoritairement tutsis se sont eux aussi retrouvés victimes d'une répression sanglante. Ils accusent comme le CNL le régime de Pierre Nkurunziza d'avoir remis en cause les équilibres constitutionnels issus de l'Accord de paix d'A relancer. Le cadre du CNDD-FDD ne croit pas non plus à un raz-de-marée, mais donne une autre raison. «Â Pierre Nkurunziza soutient notre candidat et il est toujours aussi populaire parmi les masses paysannes et dans la gouvernance du pays, les généraux ont encore leur importance Â», confie-t-il. «Â Ce qui va jouer, c'est l'histoire douloureuse En 1993, on a élu un président qui a été tué par l'armée. Même aujourd'hui, dans les messages qu'on rappelle que Rwasa n'a pas d'armée. Â»Â À l'approche des scrutins, la crainte d'un nouveau cycle de v «Â Le CNDD-FDD va réprimer comme en 2015, il va tenter de faire taire toutes les voix dissidentes Â», redoute encore

l'activiste. «Â Le parti conserve encore une base de fidà "les, tous ceux qui ont bénéficié du régime. Mais ils ont per masse paysanne. Â » Au sein de la société civile comme de l'opposition, pour l'essentiel en exil, on redoute aujour nouveau passage en force et une fraude massive, en l'absence de toute mission d'observation et organisation de déf des droits de l'homme sur le terrain. Â «Â La population en a assez de la violence, je ne pense pas qu'on soit à la vei conflit généralisé, mais qu'il puisse y avoir un peu de bruit n'est pas exclu Â», estime pour sa part le cadre du C «Â Rwasa sait qu'il ne peut pas être élu président, mais il peut peut-être créer la surprise au niveau du Parlement concà "de-t-il. «Â Assis sur les pierres dans le quartier Songo, ces réfugiés burundais ne cessent de discuter des élections dans leur pays. Â»

https://www.arib.info Propulsé par Joomla! Généré: 24 April, 2024, 23:00